

SIMPLIFIER LA FISCALITÉ POUR RÉDUIRE LE POIDS DU SECTEUR INFORMEL

L'importance du secteur informel est un trait caractéristique commun à toutes les économies latino-américaines. Les travailleurs informels ne sont pas nécessairement des fraudeurs : il s'agit bien souvent de personnes pauvres, exclues du marché organisé du travail et privées de leurs droits économiques. Promouvoir le respect des obligations fiscales est certes essentiel, mais des régimes simplifiés qui équilibrent les coûts et bénéfices de l'intégration à l'économie organisée, ainsi que des services sociaux qui traitent de façon plus équitable les travailleurs issus du secteur formel et informel pourraient permettre de mieux répondre au problème de l'informalité.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Plus de la moitié des travailleurs latino-américains n'ont pas droit à une retraite issue de leur emploi.

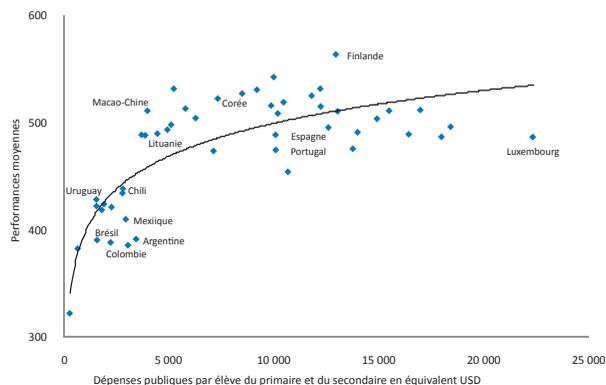
AMÉLIORER LA QUALITÉ DES DÉPENSES PUBLIQUES

Les dépenses publiques augmentent en Amérique latine, mais la région doit encore améliorer la quantité et la qualité de ses biens et services publics. Elle a besoin de plus d'argent, mais la façon dont celui-ci est dépensé importe plus encore. L'expérience de l'OCDE dans des domaines où la dépense publique contribue au développement, comme l'éducation, démontre qu'il n'existe pas nécessairement de possibilité d'arbitrage entre performance et équité. Cependant, les politiques qui obtiennent les meilleurs résultats bénéficient souvent de peu d'attention en Amérique latine.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les dépenses d'éducation par élève sont encore cinq fois inférieures en Amérique latine à celles des pays de l'OCDE.

Dépenses publiques d'éducation et résultats PISA



Source : Centre de développement de l'OCDE (2008), d'après l'étude PISA 2006, *Les Compétences Scientifiques pour le Monde de Demain* (OCDE, 2007), les indicateurs mondiaux d'éducation *World Educational Indicators* de l'OCDE et de l'UNESCO, et la base de données de l'Institut de Statistiques de l'UNESCO.



2009

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'AMÉRIQUE LATINE

En 60 secondes

L'Amérique latine pourrait bien mieux exploiter le potentiel de développement des politiques budgétaires et fiscales.

Au-delà d'une simple stabilisation macro-économique, les *Perspectives économiques de l'Amérique latine 2009* montrent comment les gouvernements de la région peuvent utiliser la gestion de la dette, la fiscalité et les dépenses publiques pour combattre la pauvreté, prévenir l'exclusion sociale et lutter contre les inégalités.



ISBN : 978-92-64-05169-0 / 230 pages / Prix : €20 \$30

Pour obtenir cette publication *via* notre librairie en ligne :
www.oecd.org/bookshop

Pour plus d'informations sur LEO 2009 :
www.oecd.org/dev/publications/leo2009

Contactez-nous :

+33 (0) 1 45 24 85 97 / dev.leo@oecd.org
www.oecd.org/dev/leo

UTILISER LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE COMME UN MOTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Les gouvernements latino-américains ont su utiliser la politique budgétaire comme outil de stabilisation macro-économique. Cependant, la fiscalité, les dépenses publiques et la gestion de la dette peuvent aussi permettre de réduire la pauvreté et les inégalités. Un système fiscal transparent et progressif et des biens et services publics de bonne qualité sont les signes d'un contrat social sain et renforcent ainsi la légitimité démocratique. Toutefois, le potentiel des politiques budgétaires pour promouvoir le développement et consolider la légitimité démocratique est largement sous-employé.

LE SAVIEZ-VOUS ?

La fiscalité ne parvient pas à réduire les inégalités en Amérique latine. Dans la région, les taxes et transferts ne réduisent que de 2 points Gini les inégalités contre 19 points Gini en Europe.

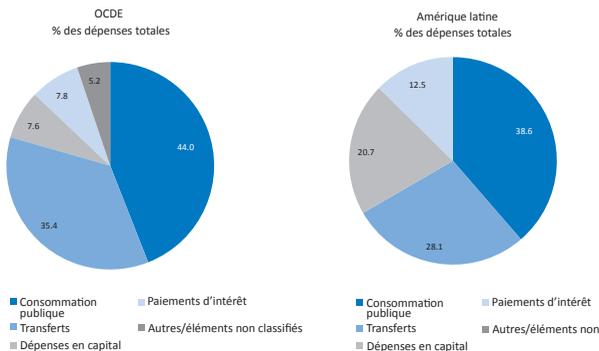
AMÉLIORER LA PERFORMANCE BUDGÉTAIRE

Depuis la fin de la crise de la dette des années 1980, les gouvernements latino-américains sont parvenus à réduire les déficits et la volatilité fiscale, à augmenter les dépenses publiques tout en adoptant des innovations fiscales. Cependant, d'importants problèmes demeurent : les recettes budgétaires s'appuient sur des sources non fiscales et volatiles ainsi que sur une fiscalité indirecte régressive. Dépenses publiques et transferts sociaux jouent, quant à eux, un rôle redistributif très faible. Le différentiel de performance avec les pays de l'OCDE est encore grand.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Entre 1990 et 2006, les recettes gouvernementales ont atteint, en moyenne, 23 pour cent du PIB en Amérique latine, contre 42 pour cent dans les pays de l'OCDE. Il en va de même pour les dépenses publiques qui représentaient environ 25 pour cent du PIB dans la région, contre 44 pour cent dans la zone OCDE.

Composition des dépenses publiques dans les pays d'Amérique latine et de l'OCDE



Source : Centre de développement de l'OCDE (2008), d'après les *Statistiques de Finances publiques* de la CELAL ILPES, les *Statistiques des Recettes Publiques* de l'OCDE (2007) et les *Comptes des Administrations Publiques* de l'OCDE (2008).

DÉCOUPLER LA GESTION DE LA DETTE DE LA POLITIQUE

Les cycles politiques latino-américains affectent le marché de la dette souveraine, les investisseurs redoutant les effets des élections sur la gestion de la dette : ils craignent que le parti au pouvoir n'augmente les dépenses publiques et appréhendent les programmes économiques des candidats populistes. La consolidation démocratique et le développement de marchés obligataires locaux ont certes diminué les effets de la politique sur les marchés de capitaux. Une gestion plus responsable de la dette publique et une meilleure information sur les processus électoraux demeurent, toutefois, un défi pour la région.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Entre 1990 et 2006, les dépenses publiques ont augmenté en Amérique latine de 0,7 points de pourcentage du PIB durant les années électorales. Dans les pays de l'OCDE, au contraire, l'impact des élections sur les dépenses publiques a été pratiquement nul.

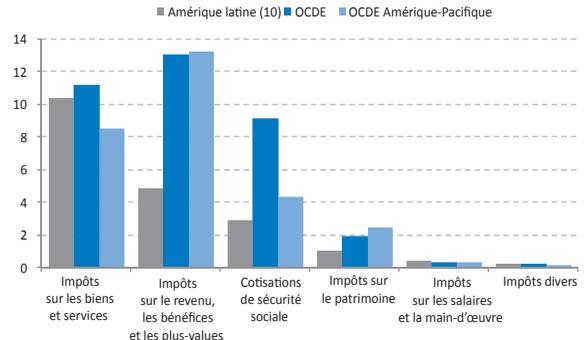
DIVERSIFIER LES SOURCES DE RECETTE FISCALE

Bien que les recettes fiscales aient globalement augmenté en Amérique latine pendant la dernière décennie, les expériences nationales ont été diverses et la plupart des gouvernements luttent toujours pour améliorer leur collecte fiscale. Les recettes s'appuient trop sur la fiscalité indirecte et régressive et trop peu sur l'impôt sur le revenu, ce qui explique en partie la relative inefficacité de la fiscalité à réduire les inégalités. Ce schéma est, dans une grande mesure, la conséquence de faibles revenus moyens et d'une distribution inégale des revenus.

LE SAVIEZ-VOUS ?

Seul un latino-américain sur trois est soumis à l'impôt sur le revenu.

Recettes fiscales en Amérique latine et dans les pays de l'OCDE



Sources : Centre de développement de l'OCDE (2008), d'après *Statistiques des recettes* de l'OCDE pour les pays de l'OCDE (2007), et calculs du Centre de développement de l'OCDE pour l'Amérique latine.